



Tous ensemble mobilisons nous ! Grève Générale Fonction Publique jeudi 22 mars

Assemblée générale à l'Espé à 10h30 (visio) Manifestation unitaire dans tous les départements

- Bordeaux 13h30 Place de la République
- Bergerac 15h palais de Justice
- Périgueux 10h30 palais de Justice
- Mont-de-Marsan 15h Gare (plusieurs actions locales dès 10h à MdM, Saint Paul les Dax, Biscarrosse, Bénesse, Morcenx)
- Pau 10h30 place de Verdun
- Bayonne 10h30 place Sainte Ursule
- Agen 12h Préfecture

Depuis des mois, les attaques contre les salarié-e-s et les fonctionnaires se multiplient :

- gel des salaires, hausse de la CSG, jour de carence...
- **menaces sur les statuts, contractualisation massive de la fonction publique**
- suppressions de postes à l'hôpital, casse du statut SNCF par ordonnances...

L'éducation est particulièrement visée. **120 000 postes de fonctionnaires vont être supprimés** dont 50 000 dans la Fonction publique d'État (dont au moins 25 000 à l'éducation nationale). C'est tout le système scolaire qui est visé, de la maternelle au supérieur.

- menaces sur la scolarisation avant 5 ans,
- réforme brutale des programmes du 1er degré sans même évaluer ceux de 2015-2016,
- casse de l'enseignement professionnel avec une place prépondérante pour le MEDEF, et le développement de l'alternance et de sa « régionalisation »,
- réforme du lycée et refonte du bac, qui transforme le lycée en parcours modulaire de sélection, avec davantage de concurrence et d'inégalités entre établissements : le bac à Henri IV ou dans le 93 n'aura pas la même valeur pour Parcoursup...
- **sélection à l'université...**
- même la mise en place des CP/CE1 à 12 élèves en REP (enfin une bonne idée !) n'a pas de moyens suffisants et donc le ministère déshabille Pierre pour habiller Paul (des suppressions massives de classes en secteur rural, des PDMQDC, des RASED...)

MOBILISATION GÉNÉRALE DANS LES ÉSPÉS

Pour la fin mars, Blanquer prépare une « réforme » de la formation des enseignants comparable à celle de 2009-2010 où Sarkozy avait tenté de supprimer les IUFM.

- **baisse catastrophique du nombre de postes aux concours (-20% au CAPES, -10% au CRPE).**
- modification des concours (CRPE dans un premier temps mais les CAPES risquent d'être modifiés ensuite) avec **un écrit d'admissibilité en fin de L3 puis 2 ans « d'admissibilité » en M1-M2, sous statut de contractuel, payé une misère** (les sommes de 450€ en M1, 900€ en M2 sont évoquées, soit nettement en dessous des conventions collectives...).
- **la formation serait principalement en alternance** (1/3 ou 1/2 temps de responsabilité dès le M1, 1/2 temps en M2). Davantage de formateurs en établissements et moins d'universitaires et de formateurs titulaires. Réduction à 400h des cours de master (250h en M1, 150h en M2 ?).
- l'admission se ferait sur titre (réussite du master) en fin de M2 et les étudiants se retrouveraient l'année suivante fonctionnaire stagiaire à temps plein, en attente encore de titularisation. Cela repousse l'entrée dans la carrière de fonctionnaire d'un an...
- **des injonctions beaucoup plus fortes du ministère de l'éducation nationale et des rectorats sur les contenus** et sur les modalités de la formation. C'est clairement la caporalisation de la formation...

Ces réformes de la formation, à marche forcée, vont avoir un impact très fort sur les Espés (en termes de missions, de postes, d'effectifs...). La contractualisation des M1-M2 représenterait pour le ministère la suppression de 26 000 postes de fonctionnaires. « Travailler plus pour gagner moins, tout en étant précaire », est-ce avec ce type de politique que le gouvernement croit améliorer l'attractivité du métier ?

Le but de ces réformes n'est pas du tout d'améliorer le système éducatif et de le rendre plus égalitaire, mais de faire des économies (**il faut bien financer les 3,5 milliards d'€ de suppression de l'ISF !**) et de casser le service public et le statut de fonctionnaire. C'est l'aboutissement du rêve néo libéral de transformer l'éducation en marchandise et de la société en un simple marché.

Enseignant-e-s, personnels, étudiant-e-s : réagissons tous ensemble !

Le 22 mars doit être une grande journée nationale de mobilisation interprofessionnelle. 1er degré, 2d degré, enseignement supérieur, cheminots, hospitaliers, agents de la fonction publique territoriale : disons stop à cette politique. D'autres choix sont possibles et finançables.

Venez en débattre, vous informer à l'AG qui se tiendra à l'Espé.

**Le 22 mars, grève dans toute la fonction publique,
à l'appel de CGT, FSU, FO, Solidaires, CFTC, CGC, FAFP**

